

PLAN GENERAL DE COORDINATION

Opération : PROJET JERICHO - Construction d'un bâtiment pour recevoir un process à PALAISEAU (91)

Client : ONERA

Adresse des travaux : 6, Chemin de la Vauve aux Granges
91120 PALAISEAU

Aff. N° : C-CS91-2022-30-169880

Opération de catégorie : Niveau 2

CSPS : Ruddy JOSEPH

Mail : ruddy.joseph@btp-consultants.fr

Mobile : +33770096425

Agence : Agence Essonne

Immeuble IRIS - 1er étage

12, avenue du Québec

91140 VILLEBON-SUR-YVETTE

Fixe : +33164468810

Initié le : 05/06/2023

Date de mise à jour : 23/06/2023



Indice	Date	Modifications apportées	Nom du RM	Phase
0	05/06/2023		Ruddy JOSEPH	Conception
1	23/06/2023	Mise à jour de l'ensemble du PGC	Ruddy JOSEPH	Réalisation

Sommaire

Renseignements administratif	3
1. Description sommaire de l'opération	3
2. Planning prévisionnel	3
3. Catégorie de l'opération	3
4. Mode de consultation des entreprises et allotissement	3
5. Coordonnées des intervenants	3
Synthèse d'organisation du chantier arrêtée par le maître d'oeuvre en concertation avec le CSPS	4
1. Particularités de l'opération	4
2. PIC	5
3. Réseaux	6
4. Installations de chantier	8
5. Circulations piétons et véhicules	11
6. Stockage	14
7. Manutention, appro et levage	14
8. Échafaudages	15
9. Protections Collectives	16
10. Spécificités complémentaires	17
11. Secours	18
Mesures de coordination prises par le CSPS en concertation avec le maître d'œuvre et les sujétions qui en découlent	20
1. Autorité et moyens donnés au CSPS	20
2. Modalités d'interventions	20
3. VIC - P.P.S.P.S.	21
4. Accueil sur site et formation	21
5. Modalités de coopération	21
6. Enchaînement des tâches	22
7. Travaux superposés	22
8. Visite et courrier des Organismes	22
9. Non-respect du Code du Travail	22
Cadre du document harmonisé d'organisation des livraisons en sécurité (DHOL)	23

Renseignements d'ordre administratif

1. Description sommaire de l'opération

Le projet JERICHO vise à doter l'ONERA d'une plateforme d'essais modulaire à finalité unique de recherche, conçue pour tester des structures de formes complexes, représentatives de composants industriels (de plusieurs mètres de dimensions caractéristiques). Les travaux (hors PROCESS) consisteront donc à construire un bâtiment permettant de recevoir la plateforme d'essai du PROCESS et tous les équipements nécessaires à son bon fonctionnement.

Le bâtiment accueillera des espaces de travail totalisant un total d'environ 150 m² d'emprise au sol et une Surface utile de 164 m².

Un pont roulant sera installé dans le hall d'essai. La hauteur du bâtiment devra donc permettre l'installation de ce pont (soit environ 8m de hauteur).

L'ensemble est situé au 6, Chemin de la Vauve aux Granges à PALAISEAU (91)

2. Planning prévisionnel

- Délai prévisionnel : 10 mois
- Démarrage prévisionnel : Avril 2023
- Effectif prévisionnel : 12

3. Catégorie de l'opération

L'opération est classée en catégorie 2

4. Mode de consultation des entreprises et allotissement

Le marché de Travaux est passé en Corps d'états séparés, et alloti comme suit :

Rang : (TL) Titulaire du Lot - (ST1) Sous-Traitant de rang 1

N° de lot	Nom du lot	Entreprise	Rang
01	VRD	-	-
02	GROS OEUVRE	-	-
03	BRADAGE	-	-
04	CHAPENTE	-	-

5. Coordonnées des intervenants

Qualité	Sociétés	Adresse	Responsables	Téléphones & Emails
Maitre d'Ouvrage	ONERA	-	Julien COIPEL	+33620453031 julien.coipel@onera.fr
Maitre d'Ouvrage	ONERA	-	Dorothée PINIER-ZEMAN	dorothee.pinier- zeman@onera.fr

Synthèse d'organisation du chantier arrêtée par le maître d'oeuvre en concertation avec le CSPS

1. Particularités de l'opération

Contraintes spécifiques

Interdictions : Les véhicules et engins ne stationnent pas en dehors de l'espace défini par les clôtures de chantier ou les aires de stationnement autorisées

Autorisations administratives

- Modification de la circulation piétonne autour de l'emprise
- Modification de la circulation et du stationnement des véhicules autour de l'emprise
- Raccordement aux réseaux publics
- Installation de grue et de survol
- Survol de la grue mobile : voir si la mairie a pris des arrêtés définissant des procédures particulières

Permis feu

PC sécurité : à préciser
Téléphone : à préciser
Accès par : à préciser

Interactions sur le site

Particularités :
Le chantier se déroulera en milieu occupé

Généralités :

Dans l'exécution des travaux, chaque entreprise devra se conformer aux dispositions arrêtées par le Chef d'établissement lors de l'inspection commune.

Les entreprises détailleront dans leurs PPSPS les dispositions prises pour empêcher que les occupants ou le public aient accès à une partie quelconque du chantier ainsi qu'aux matériels et matériaux. Chaque entreprise devra s'assurer du respect quotidien des dispositions adoptées.

Les accès

Tous les accès, et notamment les accès et voies de pompier (tours, bornes d'incendie), devront être maintenus opérationnels. Dans le cas contraire, la condamnation, même provisoire (montage/démontage) devra avoir été validée par le Maître d'Ouvrage.

Les portes d'accès sur rues, les portes secondaires et celles des locaux communs seront maintenues fermées en permanence, pour éviter toute intrusion.

En phases livraisons/évacuations, ces accès devront rester sous la surveillance permanente d'un représentant de l'entreprise.

Les circulations

Les matériaux et l'outillage ne devront gêner en aucune façon la libre circulation des personnes sur le domaine public ou dans les circulations des parties communes. Les parties communes seront nettoyées quotidiennement.

2. PIC

Plans d'installation de chantier

Particularités :

Prestation à la charge du lot gros œuvre

Généralités :

Pendant la période de préparation et au plus tard au démarrage effectif des travaux sur site, les plans d'installations de chantier seront présentés au CSPS.

Le Plan d'installation de chantier précisera, pour chaque phase principale de travaux (désamiantage/démolition – terrassement – à l'arrivée des engins de levage – au départ des engins de levage, etc...) :

- Le tracé des clôtures de chantier, avec implantation des accès véhicules et piétons;
- L'emplacement des réseaux extérieurs à l'emprise des clôtures de chantier, repérés dans un plan de synthèse, intégrant les informations obtenues dans les retours de DICT ;
- L'implantation des réseaux aériens et enterrés, fosses et regards, dans l'emprise des clôtures de chantier ;
- L'emprise des chantiers en cours dans le périmètre impacté par le démarrage de l'opération ;
- L'organisation du trafic piéton, véhicules et engins, autour du chantier, avec indication précise des déviations obligatoires, zébras, panneautage, feux tricolores, etc. et toutes modifications apportées à la situation existante avant travaux ;
- L'implantation de l'éventuel bureau des agents de trafic ;
- Le principe de circulations piétonnes, véhicules et engins, intérieures au chantier, ainsi que leurs limites d'emploi (résistance, gabarits, pentes, etc.) ;
- L'implantation éventuelle d'un parking pour véhicules ;
- Les zones tampon de stationnement ;
- L'implantation des dispositifs d'évacuation des déchets ;
- L'implantation des zones de livraison et de déchargement ;
- L'implantation des zones de stockage ;
- L'aire de lavage – aire de nettoyage des roues de véhicules ;
- L'implantation de l'armoire électrique générale du chantier ;
- L'implantation du compteur de gaz de ville existant ;
- L'implantation de la vanne de coupure générale de l'alimentation en eau ;
- L'implantation des zones de cantonnements ;
- L'implantation des zones de préfabrication éventuelles ;
- L'implantation des appareils de levage, avec dates d'installation et de repliement ;
- L'implantation des ascenseurs de chantier, avec dates d'installation et de repliement ;
- L'implantation des recettes ;
- L'implantation des échafaudages de pied.

Ces plans à jour seront affichés au mur du bureau de chantier. Toutes les entreprises devront se conformer aux dispositions portées sur ce plan.

3. Réseaux

DICT

Particularités :

Les contraintes issues des documents reçus sont à retranscrire sur un plan de synthèse

Généralités :

Les travaux sur une propriété privée sont soumis à la réglementation anti-endommagement.

Cependant des mesures particulières s'appliquent :

- Si les réseaux (eau, gaz, électricité, télécom ...) sont exploités par le propriétaire, et sont situés à l'intérieur du périmètre clôturé de la propriété, alors il n'y a pas obligation de réaliser d'enregistrement sur le guichet unique.
- Si les réseaux du propriétaire sont situés à l'intérieur d'une parcelle clôturée, mais ne sont pas exploités par le propriétaire, alors il n'y a pas obligation de réaliser un enregistrement si une convention portant sur la sécurité des travaux est signée entre le propriétaire et l'exploitant.
- Si les travaux ne sont pas soumis à l'obtention d'un permis de construire, qu'ils sont réalisés sur un terrain privé sous la direction du propriétaire de ce terrain, alors ils sont dispensés de DT/DICT préalables à condition que le propriétaire ait passé une convention sur la sécurité des travaux avec les exploitants et que cette convention en prescrive l'application à l'exécutant des travaux.

Consignations

Particularités :

Prestation à la charge de l'entreprise générale

- Réseaux consignés : Energies et Fluides
- Chargé de consignation : Par une personne habilitée
- Réseaux actifs : Energies et Fluides
- Phasage – La succession des étapes nécessaires à la consignation est :
 - > La séparation ;
 - > La condamnation et la signalisation ;
 - > La dissipation ou rétention ;
 - > La vérification et l'identification.

Généralités :

Toutes les installations maintenues actives (réseaux sous tension, canalisations sous pression, etc...) seront repérées par mise en un œuvre d'un fourreautage de couleur rouge, avec étiquetage informant de la nature du réseau et du danger.

En limite de parcelle, les canalisations de gaz seront séparées physiquement du réseau public maintenu sous pression.

Un marquage ou un piquetage au sol permettra, pendant toute la durée du chantier, de signaler le tracé de tout élément souterrain situé dans l'emprise ou à moins de 2 mètres, en projection horizontale, de l'emprise des travaux, et susceptible, compte tenu de sa profondeur, d'être endommagé par les travaux.

Avant démarrage de tous travaux, un chargé de consignation sera désigné nommément dans le PPSPS de l'entreprise.

La déconsignation éventuelle des réseaux ne pourra être réalisée que par le chargé de consignation.

Avant chaque phase de travaux, l'ensemble des installations électriques, fluides et gaz situées dans l'emprise des interventions devront avoir été consignées par le chargé de consignation.

Chaque consignation/déconsignation de réseaux sera portée au registre de sécurité de l'entreprise, et signifiée à la Maîtrise d'œuvre.

Électricité de chantier de base

Particularités :

Prestation à la charge du lot gros œuvre

- Armoire générale : A préciser sur le Plan d'Installation de Chantier (PIC)
- Eclairage de chantier : Ensemble des circulations et cages d'escaliers y compris blocs de secours
- Répartition des coffrets : Un par niveau et par cage d'escalier à minima

La distance entre les coffrets doit permettre aux utilisateurs de raccorder des rallonges de 25m jusqu'à leurs postes de travail. A défaut des coffrets complémentaires seront mis à disposition sur le site.

- L'installation d'éclairage de toutes les circulations piétonnes horizontales et verticales du chantier par luminaires IP 44 fixés à plus de deux mètres des sols.
- L'établissement d'un plan des installations électriques de chantier pour chaque niveau, faisant figurer l'implantation des coffrets de chantier, l'implantation des luminaires, etc...avec leurs caractéristiques.

La maintenance (y compris le remplacement des lampes et luminaires, autant de fois que nécessaire), ainsi que le repliement des installations, seront dus au titre de la prestation.

La vérification des installations électriques ci-dessus sera réalisée par un organisme agréé (opération de 1° ou 2° catégorie ou opération dont la puissance excède 100 KVA)

Généralités :

L'armoire générale de chantier sera installée à proximité du point de livraison existant, désigné par le Maître d'Œuvre.

La prestation comprendra depuis cette armoire générale, et pendant toute la durée de l'opération :

- Le branchement et la fourniture des coffrets électriques nécessaires aux besoins du chantier, (compris chauffage en phase chantier notamment), ainsi que les réseaux de distribution. Les coffrets seront montés soigneusement métal, 3P+N+T, IP 65, et comporteront à minima 4PC 16 A et 2 PC 32 A.

Eau potable de chantier de base

Particularités :

Prestation à la charge du lot gros œuvre

- Emplacement de la vanne d'arrêt générale : A préciser sur le Plan d'Installation de Chantier (PIC)
- Emplacement des points de puisages : A préciser sur le Plan d'Installation de Chantier (PIC)

Généralités :

Pendant toute la durée de l'opération, un réseau provisoire de chantier alimentera en eau potable les cantonnements, les points de puisage nécessaires à la réalisation des travaux des lots.

Cette installation comprendra toutes les vannes de coupure, dérivations nécessaires, ainsi que les éventuelles tranchées, saignées et protections nécessaires au passage du réseau, le comptage et le sous-comptage éventuel.

4. Installations de chantier

Clôtures de chantier

Particularités :

Prestation à la charge du lot gros œuvre

- En séparation de zones, à l'intérieur de la parcelle : Les clôtures de chantier intérieures à l'emprise seront constituées par des éléments grillagés amovibles sur lests, d'une hauteur de 2 m minimum.
- Le présent lot devra l'entretien des clôtures et le remplacement si besoin, pendant toute la durée du chantier

Généralités :

La prestation comprendra la mise en œuvre, dès que nécessaire :

- de la plateforme de protection des sols existants, hors limites de la parcelle, (béton/polyane, dalles caoutchouc à emboîtement, etc.), avec préservation de l'écoulement des eaux ;
- de GBA (séparation du trafic piétons et véhicules dans l'emprise comme hors emprise) ;
- de tunnels pour piétons ;
- de feux de signalisation,
- de marquages au sol,
- de panneaux de signalisation routière ;
- des clôtures de chantier délimitant l'emprise ;
- d'éléments de clôtures intérieurs à l'emprise, pour matérialisation des circulations piétonnes sécurisées.

Les clôtures de chantier intérieures à l'emprise seront constituées par des éléments grillagés amovibles sur lests, d'une hauteur de 2 mètres minimum.

L'ensemble des éléments ci-dessus, ainsi que tout panneautage de chantier, devra être stable aux vents force 9 sur l'échelle de Beaufort (fort coup de vent). Le bureau d'études de l'entreprise devra justifier par le calcul les dispositions adoptées en termes de tenue des supports (poteaux, lisses), de fixation du bardage et de contreventement.

Accès piétons

Particularités :

La Maîtrise d'ouvrage ONERA prendra toutes les dispositions pour que seules les personnes autorisées aient accès au chantier

Généralités :

Les accès au chantier seront clairement interdits aux tiers, par mise en place d'un accès dédié, accompagné de panneaux interdisant l'accès au public.

Un badge nominatif, avec photo, sera établi avant toute intervention sur site. Ce badge permettra d'actionner le tourniquet placé à l'entrée des piétons sur le chantier.

En complément, un lecteur biométrique sera installé au niveau du lecteur de badge.

Ce badge devra être détenu par chacun des personnels intervenant sur site, et présenté sur simple demande de la Maîtrise d'Œuvre et du CSPS.

Les personnels salariés des entreprises présentes sur site seront tenus de détenir sur eux leur Carte d'Identification Professionnelle des Salariés du Bâtiment et des Travaux Publics, afin d'en permettre le contrôle par les agents de contrôle compétents.

Les artisans seront tenus de présenter leur Carte Professionnelle délivrée par la Chambre des Métiers et de l'Artisanat.

Tout intervenant sans Carte Professionnelle pourra être exclu de l'opération, par le représentant du MOE ou du MOA, jusqu'à régularisation de sa situation.

Le registre unique du personnel de chaque entreprise sera mis à jour quotidiennement et sera disponible sur site.

Cantonnements

Particularités :

Prestation à la charge du lot gros œuvre

- Capacité d'accueil et nombre de vestiaires : 20 personnes en pointe
- Installés dans les bungalows, situés : A préciser sur le Plan d'Installation de Chantier (PIC)
- Sanitaires relais situés : A préciser
- Bureau de l'agent de trafic situé : Au niveau de l'accès à l'emprise

Généralités :

Les cantonnements seront implantés de telle sorte que leur accès soit possible sans avoir à traverser des zones en travaux.

Ils comporteront une partie sanitaires, une partie réfectoire, et une partie vestiaires :

Ces cantonnements seront installés dans des unités préfabriquées, type bungalows.

- dans des roulottes autonomes, permettant d'accueillir chacune 4/6 personnes ;
- dans une partie des locaux existants, dans l'emprise ;
- dans des locaux existants, hors emprise ;
- dans une partie des locaux ayant fait l'objet des travaux, après réception partielle.

* SANITAIRES

Conformément aux recommandations de la NT 27 de la CRAMIF, ils seront équipés d'un WC, d'un urinoir pour 16/20 personnes, d'une douche pour 8 personnes devant utiliser cet équipement, ainsi que d'un lavabo pour 5 personnes, et seront mis à la disposition de tous les intervenants jusqu'à fin des travaux.

Les douches seront directement accessibles depuis la partie vestiaires, sans avoir à passer par un couloir.

Un sanitaire dédié sera mis à disposition du personnel féminin.

L'eau sera potable, à température réglable.

Les locaux seront chauffés.

Ils disposeront en permanence de papier hygiénique, essuie-mains, savons, etc.

Des cabines de toilette autonomes, comprenant WC à la turque et lave mains, seront installées en complément, à proximité des pistes de chantier, de telle sorte qu'un compagnon n'ait pas à parcourir plus de 50 mètres depuis le pied du bâtiment dans lequel il intervient. Elles feront l'objet de vidanges et nettoyages hebdomadaires.

* REFECTOIRES

Les réfectoires seront dimensionnés sur la base de 1,5 m2 environ par personne, et permettront d'accueillir tous les intervenants, à chaque phase des travaux, pendant toute la durée de l'opération.

Ils seront chauffés et climatisés.

L'eau sera potable, à température réglable.

Les tables, chaises, four à micro-ondes, réfrigérateurs et éviers, poubelles, etc...seront mis à la disposition de tous les intervenants, à chaque phase des travaux, pendant toute la durée de l'opération.

* VESTIAIRES

Les vestiaires seront dimensionnés sur la base de 1,5 m2 environ par personne, et permettront d'accueillir tous les intervenants, à chaque phase des travaux, pendant toute la durée de l'opération. Les armoires vestiaires mises à disposition de tous les intervenants seront à double compartiment et tablette, avec ventilation haute et basse, condamnation par morillon porte-cadenas.

Ou

Les vestiaires seront dimensionnés sur la base de 1,90 m2 environ par personne, et permettront d'accueillir tous les intervenants, à chaque phase des travaux, pendant toute la durée de l'opération. Conformément à la recommandation de la CRAMIF/CARSAT, les armoires vestiaires mises à disposition de tous les intervenants seront du type séchantes (source de chaleur intégrée, et évacuation de l'air humide vers l'extérieur par extraction), à double compartiment avec range-casque et range-bottes, condamnation par morillon porte-cadenas.

Un local vestiaire séparé sera dédié au personnel féminin, en cas de besoin.

Ils seront chauffés et climatisés.

Des bancs seront installés en vis-à-vis des armoires.

Bureaux de chantier

Particularités :

Prestation à la charge du lot gros œuvre

Emplacement et accès : A préciser sur le Plan d'Installation de Chantier (PIC)

Généralités :

Ils comprendront, outre le nombre de pièces nécessaires au fonctionnement de l'ensemble des entreprises, compris sous-traitants, les bureaux nécessaires à la Maîtrise d'Œuvre, ainsi qu'une salle de réunion permettant d'accueillir au moins un représentant de chaque entreprise, compris sous-traitants.

L'ensemble sera meublé (chaise, bureaux, armoires, etc...), ventilé, éclairé et chauffé.

Protections contre l'incendie

Particularités :

Prestation à la charge du lot gros œuvre

Emplacement des extincteurs : A préciser sur le Plan d'Installation de Chantier (PIC)

Chaque entreprise qui effectuera des travaux par points chauds devra approvisionner, à proximité immédiate des postes de travail, des extincteurs adaptés à la nature des travaux réalisés.

Les travaux par points chauds devront cesser deux heures avant le départ des opérateurs (que ce soit pour une pause-déjeuner, ou le soir). Le soir, ces derniers procéderont, juste avant de quitter le chantier, à une inspection des travaux interrompus deux heures auparavant.

Chaque entreprise utilisatrice de produits inflammables devra le mentionner dans son Plan Particulier de Sécurité (fiches de données de sécurité des produits à annexer au PPSPS).

Généralités :

Un permis feu journalier devra être obtenu auprès du PC sécurité

La prestation consistera à placer (et à remplacer au besoin) un extincteur par cage d'escalier, ainsi qu'à proximité des locaux à risque (armoires électriques, etc...).

La prestation consistera à placer des extincteurs, accessibles pendant les heures d'ouverture du chantier, en nombre suffisant et de type adapté aux risques rencontrés, dans un local ou placard dédié des bureaux dans les cantonnements. Le personnel sera informé de leur emplacement et formé à leur maniement.

Ces extincteurs devront avoir fait l'objet d'une vérification périodique de moins d'un an.

Les travaux par points chauds devront cesser deux heures avant le départ des opérateurs (que ce soit pour une pause-déjeuner, ou le soir).

Le soir, ces derniers procéderont, juste avant de quitter le chantier, à une inspection des travaux interrompus deux heures auparavant.

Chaque entreprise utilisatrice de produits inflammables devra le mentionner dans son Plan Particulier de Sécurité (fiches de données de sécurité des produits à annexer au PPSPS).

Chaque entreprise qui effectuera des travaux par points chauds devra approvisionner, à proximité immédiate des postes de travail, des extincteurs adaptés à la nature des travaux réalisés.

Les emballages combustibles seront évacués le plus rapidement possible par chaque entreprise.

Les feux à usage de chauffage, de cuisson, de destruction ou tout autre usage sont strictement interdits sur le chantier.

Nettoyage des cantonnements

Particularités :

Prestation à la charge du lot gros œuvre

Périodicité : Quotidien

Généralités :

Pendant toute la durée du chantier, une campagne de nettoyage des bureaux de chantier, des sanitaires, des vestiaires et des réfectoires sera organisée quotidiennement.

Sur simple constat, après un délai de prévenance 24 heures resté sans réponse, le Maître d'œuvre pourra faire procéder, aux frais de l'entreprise défaillante, au nettoyage ou au remplacement de parties d'installations défectueuses par une entreprise présente sur le chantier ou extérieure à l'opération.

Nettoyage du chantier

Particularités :

Prestation à la charge de chaque entreprise

Périodicité : Quotidien

Généralités :

Les gravois, déchets et décombres seront évacués jusqu'aux points de regroupement convenus, puis chargés dans la benne appropriée.

Leur remplacement devra être effectué à chaque fois que cela s'avérera nécessaire, ou à périodicité fixe, sans jamais que ces bennes ne débordent.

En cas de manquement, et sur simple constat, après un délai de prévenance 24 heures resté sans réponse, le Maître d'œuvre pourra :

- Affecter à chaque entreprise sur site une zone précise du chantier à nettoyer quotidiennement ;
- Ordonner le nettoyage général du chantier, par une entreprise extérieure au chantier, autant de fois que nécessaire.

5. Circulations piétons et véhicules

Ouverture/fermeture du chantier

Prestation à la charge du lot gros œuvre

- Qui ouvre, qui ferme : lot gros œuvre
- Horaires : Ville de PALAISEAU
- Procédure pour heures supplémentaires : Suivant accord du MOA
- Travaux le samedi : Suivant accord du MOA
- Travaux le Dimanche : Suivant accord du MOA

Cheminements sécurisés piétons

Particularités :

Prestation à la charge du Lot gros œuvre

- Cheminement sécurisé entre portillon et base-vie
- Cheminement sécurisé entre base-vie et bâtiment

Généralités :

Toutes les circulations provisoires horizontales pour piétons seront sécurisées, libres de tout stockage et déchets, sans accumulation d'eau, etc., pendant toute la durée des travaux, en particulier :

- Entre le portail d'accès et les cantonnements
- Entre les cantonnements et les postes de travail.

Les circulations seront séparées physiquement des voies empruntées par les véhicules et engins, par des GBA dès que nécessaire (zones de retournement des véhicules, pistes de chantier, etc...). Leur entretien et leur adaptation quotidienne, seront dus jusqu'à réception des travaux.

Leur niveau d'éclairage sera d'au moins 40 lux.

Les zones non accessibles aux piétons seront interdites d'accès par barriérage et panneau d'avertissement adéquat.

Circulations verticales piétons

Particularités :

Prestation à la charge du Lot gros œuvre

- Sapine
- Accès en fond de fouille
- Escaliers définitifs à l'avancement
- Escalib

Généralités :

Toutes les circulations provisoires verticales pour piétons seront sécurisées pendant toute la durée des travaux. Leur niveau d'éclairage sera d'au moins 60 lux.

L'affichage permanent de l'étage sera réalisé sur chaque palier de chaque cage d'escalier ou sapine, pendant toute la durée des travaux.

La mise en œuvre des escaliers définitifs (autres que menuisés) sera réalisée à l'avancement. Les escaliers seront obligatoirement munis de main-courantes, provisoires ou définitives ; ceux d'une largeur au moins égale à 1,5 mètre en seront munis de chaque côté.

Les accès de planchers à plancher seront réalisés par le biais d'escaliers de chantier en colimaçon à sortie latérale (type Escalib), de sapine d'accès, ou tout autre dispositif avec emmarchement et rampes de maintien. En aucun cas ces escaliers ne seront utilisés pour acheminer des matériaux.

L'utilisation d'échelles à crinoline, avant réception des travaux, ne sera autorisée qu'après vérification de leur mise en œuvre par la personne compétente de l'entreprise ayant procédé au montage.

Accès véhicules – livraisons

Particularités :

Prestation à la charge du Lot gros œuvre

- Portail ouvrant ou coulissant avec cadenas
- Conditions de levage des charges jusqu'aux zones de stockage : Grue à tour / Grue mobile / Engins de levage
- Conditions de roulage des charges depuis les zones de stockage jusqu'aux halls d'entrée ou postes de travail : Cheminement carrossable
- Aire de livraison

Les véhicules d'intervention et de travaux doivent être équipés de feux spéciaux (tournant ou clignotant) et alarme de recul

Chaque entreprise veillera à ce que les conducteurs d'engin de chantier ou de levage opérant sur site soient en possession du titre d'habilitation établi par son employeur (autorisation de conduite). Les rapports de vérifications périodiques, et les livrets d'entretien seront tenus à disposition des organismes, sur site.

Généralités :

Aucune opération de chargement ou déchargement, quelle que soit sa durée, ne sera autorisée hors de l'emprise des clôtures de chantier / des zones autorisées par le MOE.

Chaque aire de livraison sera adaptée, en dimensions au sol comme en capacité de portance, aux opérations de chargement et déchargement de toutes les entreprises, pendant toute la durée des travaux.

La continuité du roulage des charges sera assurée depuis chaque aire de livraison jusqu'aux postes de travail. Ce roulage sera effectué sur un sol sec, ferme et sans aspérité s'opposant à un roulage fluide, d'une largeur permettant le croisement aisé des conteneurs, transpalettes, chariots, etc....

Aire de nettoyage des roues

Particularités :

Prestation à la charge du Lot gros oeuvre

Généralités :

L'aire de nettoyage sera constituée :

- d'une unité mobile de nettoyage sous-pression, raccordée au réseau d'eau et d'électricité du chantier ;
- d'une dalle béton pentée vers un caniveau collecteur ;
- d'une évacuation des eaux vers l'égout ou vers un drain.

Elle sera maintenue opérationnelle pendant toute la durée de la phase terrassement et gros-œuvre

6. Stockage

Aires de stockage - magasins

Particularités :

Prestation à la charge du lot gros œuvre

- Les aires de stockage devront figurer sur le Plan d'Installation de Chantier (PIC).

Généralités :

Le Coordonnateur SPS sera en charge de coordonner la délimitation et l'aménagement des zones de stockage désignées par la maîtrise d'Œuvre.

Les zones de stockage devront être adaptées, en dimensions au sol comme en capacité de portance, aux besoins de toutes les entreprises, pendant toute la durée des travaux.

En aucun cas ces zones de stockage ne devront entraver la circulation des piétons comme celle des véhicules.

Chaque entreprise sera en charge d'organiser son stockage en conséquence (limitation des charges introduites, répartition des charges les plus lourdes près des porteurs), et de procéder au balisage comme à l'étalement provisoire éventuellement nécessaire.

Les zones de stockage devront permettre l'élingage et le désélingage de plain-pied.

La possibilité d'aménager des magasins à l'intérieur du bâtiment, à titre provisoire, pourra être autorisée par le Maître d'Œuvre, sous les conditions ci-dessous :

- Magasins clos et condamnés ;
- Aucun stockage de produits dangereux ;
- Nettoyage de chaque magasin par chaque attributaire ;
- Nettoyage ou protections des sols des circulations et parties communes (traces de gasoil, huile) ;

Réalisation par chaque entreprise des travaux nécessaires, ainsi que de la remise en l'état initial.

7. Manutention, appro et levage

Grues mobiles

Particularités :

Prestation à la charge du lot gros œuvre

- Date prévue pour le début de l'intervention : à préciser
- Date prévue pour la fin de l'intervention : à préciser
- Zone de déplacement : à préciser
- Volume d'évolution potentiel de la flèche, interférences : à préciser

Généralités :

Les zones de déplacements seront présentées au CSPS, les zones de mise en station feront l'objet d'une reconnaissance préalable de la stabilité et de la portance des sols.

Les grues mobiles sont équipées d'un anémomètre pour permettre à l'opérateur de vérifier en permanence la vitesse du vent.

Chaque entreprise veillera à ce que les conducteurs d'engin de chantier ou de levage opérant sur site soient en possession du titre d'habilitation établi par son employeur (autorisation de conduite). Les rapports de vérifications périodiques, et les livrets d'entretien seront tenus à disposition des organismes, sur site.

8. Échafaudages

Échafaudages de pied

Particularités :

Prestation à la charge du lot couverture

Généralités :

Les échafaudages, tours, escaliers, sapines, auvents, etc... seront mis en commun.

Aucune dépose ne sera réalisée tant que les protections définitives n'auront pas été mises en œuvre et validées par le poseur.

Ils formeront protections collectives, et seront montés/démontés avec :

- Obligation de direction des travaux de montage et démontage par une personne compétente (attestation nominative écrite à fournir) ;
- Présentation de la notice de montage du fabricant ;
- Obligation d'examen avant mise ou remise en service par la personne compétente de l'entreprise par un organisme agréé, qui sera désignée dès le début de l'opération. Cette même personne assurera la maintenance quotidienne, les vérifications périodiques, ainsi que les vérifications après chaque modification apportée aux échafaudages.

Ils seront du type MDS, de catégorie 1 uniquement, et mis en œuvre conformément aux dispositions de la parution ED 6074 de l'INRS.

En cas d'impossibilité technique - démontrée - de mise en œuvre d'échafaudages type MDS, les échafaudages devraient être conformes à la recommandation R 408 de la CNMATS, ainsi qu'à l'arrêté du 21 décembre 2004.

Les approvisionnements seront réalisés par mise en place :

- d'un treuil électrique sur monorail ou sur bras articulé, desservant des recettes, implantées selon besoins.
- d'une barrière-écluse sur recette, alimentée par chariot élévateur ;
- d'un monte-charge (type monte-fûts) avec demi-planchers rabattus au passage de la cabine ;

L'accès aux plateaux sera réalisé par le biais d'une sapine.

L'enlèvement des gravois et déchets sera réalisé par le biais de goulottes, positionnées dans les sapines réparties en fonction des besoins, au droit des bennes.

Un examen d'adéquation sera réalisé, en présence du CSPS, avec chacune des entreprises utilisatrices, avant montage. Cet examen comprendra :

- Une réunion, au cours de laquelle les représentants de chaque entreprise utilisatrice préciseront leurs besoins à l'entreprise en charge du montage de l'échafaudage ;
- Une réunion au cours de laquelle l'entreprise en charge du montage de l'échafaudage fera valider les plans de montages. Les éventuelles demandes de modification par les entreprises utilisatrices seront prises en compte ;
- une visite de l'échafaudage, après montage et vérification, au cours de laquelle les représentants de chaque entreprise utilisatrice valideront l'échafaudage. Les éventuelles demandes de modification par les entreprises utilisatrices seront prises en compte.

Les remaniements laissés à l'initiative des lots devront être clairement définis en accord avec les entreprises concernées et l'échafauteur.

Les conditions de mise en œuvre devront être précisées dans le PPSPS des entreprises : limites de prestations, emplacements précis, planning de pose et dépose, et transmises au Maître d'Œuvre et au Coordonnateur SPS.

9. Protections Collectives

EPC provisoires ou définitifs

Particularités :

Prestation à la charge des lots suivants:

- Bord de fouilles : Elles seront fournies par le lot gros œuvre. Les protections seront constituées de lisses métalliques prises sur potelets métalliques. Elles seront déposées en sécurité après coulage des planchers et remblaiement des pieds de façade.
- Remblaiement périphérique : lot gros œuvre
- Nez de dalles: lot gros œuvre Les protections seront constituées de lisses métalliques prises sur potelets métalliques mis en place dans les fourreaux métalliques incorporés lors du coulage de la dalle. Elles seront déposées en sécurité.
- Baies : lot gros œuvre: Les protections seront constituées de lisses métalliques posées entre tableaux. Elles seront déposées en sécurité.
- Toitures terrasses : lot gros œuvre Les protections seront constituées de lisses métalliques prises sur potelets métalliques placés dans les douilles incorporées dans les relevés d'acrotère. Elles seront déposées en sécurité. Les protections collectives seront assurées par le relevé d'acrotère.
Les protections collectives seront constituées par la mise en œuvre d'échafaudages de pied assurant le rôle de surface de recueil, compris pointes sur pignons et toutes rehausses ponctuelles.
- Filets en protection collectives : Lot Couverture (travaux de couverture)
- Trémies : lot gros œuvre ,Les protections de petites trémies seront réalisées par la mise en œuvre de contreplaqués tamponnés.
- Incorporations dans les planchers : Lots PLOMBERIE / ELECTRICITE Les réservations pour traversées de planchers seront réalisées au moyen de boîtes de réservations préfabriquées sur mesure, avec capot, fond coffrant et piètement réglable. A leur ouverture, ces boîtes seront remplies de vermiculite, afin d'empêcher les chutes de plain-pied.
- Trémies d'escaliers, gaines techniques et désenfumage : Lot gros oeuvre Les protections seront constituées de lisses métalliques prises sur potelets métalliques mis en place dans les fourreaux métalliques incorporés lors du coulage de la dalle.
- Sécurisation des zones de terrassement par talutage : Lot gros œuvre
- Mise en œuvre de protection collective en tête de talus : Lot gros œuvre
- Utilisation de blindages légers pour stabiliser les fouilles en tranchées en zone de réseau dense : Lot gros œuvre
- Blindage de hauteur suffisante pour assurer la protection contre les chutes dans les fouilles dont la profondeur est supérieure à 1,30 ml : Lot gros œuvre
- Mise en place d'un équipement de franchissement de tranchée : Lot gros œuvre

Généralités :

La prestation portera sur la fourniture, la mise en place, la vérification journalière, la maintenance, le démontage (sauf dispositions contraires figurant dans la SOC) et l'enlèvement des protections collectives.

Les mesures prises pour assurer la continuité, dans le temps, des protections collectives seront précisées dans le PPSPS.

Les protections collectives devront être adaptées aux travaux de chaque corps d'état, et devront permettre la réalisation des travaux de chaque entreprise en sécurité.

Le matériel destiné aux protections collectives sera identifié et exclusivement réservé à cet usage.

Le dispositif provisoire de protection collective ne sera retiré qu'une fois la protection définitive mise en place, et réceptionnée par le Maître d'œuvre.

La solidité des garde-corps définitifs sera vérifiée avant dépose des protections provisoires de chantier.

Un plan « au vide » matérialisant l'implantation des protections collectives sera fourni pour chaque niveau de chaque bâtiment.

En cas de dépose de protections collectives non prévue au PPSPS des entreprises, le Maître d'Ouvrage fera appliquer les mesures prévues à l'article « non-respect des dispositions du Code du Travail », figurant au présent PGC, ainsi que les sanctions prévues au Marché de Travaux.

Les fers en attente seront crossés ou équipés d'un cadre soudés à leurs extrémités. Les « bouchons » seront proscrits.

Protections contre le bruit

Particularités :

Prestation à la charge de Chaque Entreprise

Généralités :

Sur simple demande du Coordonnateur SPS, chaque entreprise devra justifier que les niveaux sonores auxquels sont soumis les travailleurs (exposition quotidienne et pression de crête) la dispensent de :

- Réduire le bruit à la source ;
- Modifier l'organisation du travail ;
- Modifier l'implantation des sources de bruit ;
- Mettre en place des protecteurs auditifs individuels.

10. Spécificités complémentaires

Gaz d'échappement

Particularités :

Prestation à la charge de Chaque Entreprise

Généralités :

Chaque entreprise devra capter les polluants à la source, procéder à la ventilation mécanique des zones de travaux (amenée d'air frais, extraction), former et informer son personnel, et fournir les vêtements et équipements de protection individuelle appropriés.

Les engins à propulsion thermique (Mini-pelles, etc.) ne pourront être mis en œuvre qu'en l'absence d'équivalent à propulsion électrique. Le cas échéant, un dispositif de détection de monoxyde de carbone sera installé dans les environnement clos.

Chaque entreprise devra isoler ses zones de travail et en interdire l'accès aux autres corps d'état.

11. Secours

Zone de rassemblement

Particularités :

Prestation à la charge du lot gros œuvre sous avis avis de la Maîtrise d'ouvrage ONERA

Les procédures de secours et d'évacuation en cas d'accident devront avoir été enseignées à chaque intervenant, lors de son accueil sur site, par le chef de chantier de chaque entreprise. L'Inspection du Travail, la CRAMIF et l'OPPBTP devront également être avisés dans les 48 heures.

Procédure d'évacuation des blessés : Affichage de secours

- Informer les occupants de l'évacuation
- Quittez les lieux calmement
- Rejoindre le point de rassemblement
- Compter les effectifs
- Interdire l'accès au site

Point de regroupement : A préciser sur le Plan d'Installation de Chantier (PIC)

Généralités :

La zone de rassemblement sera désignée, au début des travaux, et si nécessaire, à chaque phase de travaux, par le CSPS.

Son emplacement sera consigné dans le CR de chantier, et porté à la connaissance de tous les intervenants par chaque entreprise.

Dès que la sirène retentira, tous les intervenants sur site devront mettre en sécurité leur poste de travail, puis gagner, dans le calme, la zone de regroupement convenue.

Trousse de secours

Particularités :

Prestation à la charge du lot gros œuvre

- Emplacement : dans les cantonnements

Généralités :

Chaque entreprise devra posséder, sur le site, au moins une boîte de premiers secours, à vérifier - et éventuellement à compléter - régulièrement.

Le jour de leur arrivée sur le chantier, les salariés seront informés de l'endroit où ces boîtes sont placées.

SST

Particularités :

Prestation à la charge de chaque entreprise

Généralités :

Les entreprises assureront la présence permanente sur le chantier des S.S.T., dans le nombre requis en fonction des effectifs totaux présents sur le chantier chaque jour.

Procédure d'évacuation**Particularités :**

Les procédures de secours et d'évacuation en cas d'accident devront avoir été enseignées à chaque intervenant, lors de son accueil sur site, par le chef de chantier de chaque entreprise

Généralités :

Pendant toute la durée des travaux, l'accès des pompiers ainsi que des véhicules du SAMU, y compris la nuit, devra être possible à tout moment.

Aucun stockage, aucune opération de déchargement, aucun stationnement, ne sera réalisé sur ces accès.

La liste des numéros d'appel d'urgence sera affichée dans les cantonnements et bureaux, près du/des poste(s) téléphonique(s),
A leur arrivée sur site, les chefs de chantier et chefs d'équipes de toutes les entreprises enregistreront, dans leurs téléphones portables, les numéros d'urgence, pompiers, police, ainsi que le numéro du portable du conducteur de travaux, du bureau de chantier, etc.

Mesures de coordination prises par le CSPS en concertation avec le maître d'œuvre et les sujétions qui en découlent

1. Autorité et moyens donnés au CSPS

Le MOA donne accès au CSPS à toutes les parties et locaux concernés par l'opération.

Le CSPS a autorité pour arrêter seul un poste de travail, en cas de danger grave et imminent. Le CSPS n'a pas autorité pour arrêter seul un poste de travail ou le chantier : il adressera cette demande, par mail, au MOA et MOE.

Chaque entreprise donnera instruction à son personnel, à l'arrivée sur le site, de prendre en compte sans délai les demandes du CSPS.

2. Modalités d'interventions

La coordination de chantier en termes de sécurité et de protection de la santé sera notamment réalisée lors des réunions de chantier, à l'initiative du CSPS. Le MOE aménagera le temps nécessaire à l'intervention du CSPS en lui donnant la parole à tout moment, procédure à convenir pendant la période de préparation.

Chaque entreprise présente sera alors invitée à exposer la nature de ses propres travaux, approvisionnements, emports, etc... prévus dans la période de temps précisée par le Coordonnateur.

Chaque entreprise présente sera tenue de réagir à chaque exposé, en faisant notamment ressortir les problématiques prévisibles en termes de co-activité, de superpositions de tâches, d'approvisionnements, de rotations de bennes, etc....

Le MOE signalera au CSPS les interventions prévues par les entreprises non représentées à la réunion.

Le CSPS et le MOE prendront ensemble les dispositions nécessaires pour coordonner et sécuriser les interventions exposées par chaque entreprise.

Le CSPS pourra demander au MOE de modifier le planning des travaux, s'il le juge nécessaire en raison des risques liés à la superposition de tâches, la co-activité, la circulation sur le chantier, le stockage, etc...

En cas de désaccord entre le MOE et le CSPS, le CSPS invitera le MOA à se prononcer.

Le MOA informera par mail le CSPS de l'agrément de chaque entreprise, y compris sous-traitants. En l'absence, aucune Visite d'Inspection Commune ne sera réalisée par le CSPS.

Les fiches d'observations et compte-rendus de Visites d'Inspection Communes seront diffusées par le CSPS, par mail, aux intervenants concernés, le MOE et le MOA étant systématiquement tenus en copie.

Les intervenants transmettront au CSPS tous leurs documents au format PDF.

3. VIC - P.P.S.P.S.

Le Maître d'Ouvrage informera le CSPS, par tous moyens traçables à sa convenance, de la signature du marché avec les entreprises titulaires et de l'agrément des sous-traitants. Les entreprises non agréées ou non titulaires de lot ne seront pas autorisées à effectuer leur Visite d'Inspection Commune.

L'entrepreneur titulaire ou agréé informera le CSPS de son intention de commencer ses travaux au moins 10 jours avant la date qu'il aura retenue, et lui fera parvenir dans le même temps son projet de PPSPS. Le CSPS convoquera l'entrepreneur à sa Visite d'Inspection Commune, qui se déroulera obligatoirement au cours d'une réunion hebdomadaire de chantier.

Cette Visite d'Inspection Commune se déroulera obligatoirement en présence du représentant de l'Entreprise Générale.

En cas de sous-traitance, cette Visite d'Inspection Commune se déroulera obligatoirement en présence de l'entreprise titulaire du lot.

Avant toute intervention sur le chantier, chaque entreprise (y compris sous-traitante) devra établir et remettre au Coordonnateur Sécurité son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S).

Un exemplaire de ce document devra être consultable en permanence du chantier, et consultable à tout moment.

Chaque entreprise sera tenue d'informer par écrit le Coordonnateur SPS de tout changement dans la masse ou la nature des travaux à effectuer ou de délai contractuels et de toutes modifications susceptibles d'engendrer des risques liés à la co-activité, à la superposition de tâches.

Au fur et à mesure de l'avancement des travaux, chaque entreprise complètera son PPSPS par l'adjonction de notes méthodologiques détaillant la manière de réaliser, en sécurité, les différents types de travaux prévus à son marché de travaux ainsi qu'à tous ses avenants.

Ces notes devront être transmises au CSPS 10 jours avant démarrage des travaux, afin de permettre l'harmonisation des PPSPS de l'opération.

4. Accueil sur site et formation

Les personnels de chaque entreprise, les intérimaires, les conducteurs d'engins comme de véhicules, devront avoir reçu, avant leur arrivée sur le chantier, une information pratique en matière de sécurité appropriée au site, et à la nature des travaux à effectuer.

Chaque entreprise sera tenue d'y veiller quotidiennement.

Cette formation, qui sera assurée par les chefs de chantier et les chefs d'équipe de chaque entreprise, devra porter sur :

- Les conditions de circulation des personnes sur le chantier, et autour du chantier ;
- Les conditions et horaires d'approvisionnement et emports ;
- Les conditions de sécurité adoptées par chaque entreprise pour l'exécution des travaux ;
- Les dispositions à prendre en cas d'accident ;
- Le contenu (et l'emplacement) de la boîte de premier secours.

5. Modalités de coopération

Chaque matin, les chefs d'équipe de chaque entreprise intervenant avec un risque lié à leur co-activité conviendront des zones d'intervention attribuées à chacun pour la journée. Cet accord, après concertation, devra être porté au registre de sécurité, et contresigné par les chefs d'équipes.

Chaque entreprise générant des risques exportés figurant dans son PPSPS sera en charge du balisage ou de la restriction d'accès, délimitant ainsi un périmètre de sécurité.

Chaque entreprise intervenant à proximité d'un poste de travail en activité sera tenue de signaler immédiatement sa présence aux personnels affectés à ce poste, et de préciser la nature des interventions prévues.

6. Enchaînement des tâches

Chaque entreprise sera en charge du respect de l'enchaînement des tâches prévues à son planning et dans la méthodologie des sous-traitants.

Chaque entreprise alertera par mail le Maître d'Œuvre et le CSPS de tout décalage entre l'enchaînement des tâches prévu au planning, et les conditions réelles d'exécution, ce décalage pouvant entraîner un risque lié à une coactivité ou une superposition de tâches.

7. Travaux superposés

Les chefs d'équipe de chaque entreprise intervenant avec risque de superposition de tâche conviendront des zones d'intervention attribuées à chacun pour la journée. Cet accord, après concertation, devra être porté au registre de sécurité, et contresigné par les chefs d'équipes.

Cependant, avant de réaliser des travaux en élévation, chaque entreprise devra, de sa propre initiative, interdire la circulation des personnels en dessous et à l'aplomb de sa zone de travaux.

Cette interdiction d'accès sera assurée par la mise en place, la maintenance et l'enlèvement en fin de travaux, de barrières rigides (1m de hauteur minimum - type Heras, barrière police, lisses PVC sur cônes, auvents, filets, etc.), fermement assujetties aux sols.

Aucun intervenant ne sera autorisé à opérer sur une zone située en-dessous d'un poste de travail préexistant.

8. Visite et courrier des Organismes

Chaque entreprise sera tenue de signaler sous 24 h, au CSPS, au MOE et au MOA, la visite sur site d'un représentant de la CRAMIF/CARSAT ou de l'Inspection du Travail.

Chaque entreprise sera tenue de transmettre sous 24 h, au CSPS, tout courrier adressé par les Organismes Officiels de Prévention, portant sur les travaux de la présente opération.

9. Non-respect du Code du Travail

Le non-respect des dispositions figurant au Code du Travail, Code de la Santé Publique, etc., peut entraîner un arrêt de poste, ou un arrêt de chantier, par les autorités administratives, par le Maître d'œuvre ou par le Maître d'Ouvrage.

En cas de manquements répétés, notamment en matière de protections collectives, le Maître d'Ouvrage mettra en place un ou plusieurs animateur(s) sécurité, en charge de faire respecter les Principes Généraux de Prévention ainsi que les dispositions figurant au présent PGC.

La mission d'animateur sécurité sera alors rémunérée dans le cadre du compte-prorata.

Cadre du document harmonisé d'organisation des livraisons en sécurité (DHOL)

Partie à remplir par le CSPS

DHOL

Adresse pour accès véhicules au chantier

À compléter à l'avancement

Contraintes horaires et livraisons

À compléter à l'avancement

Moyens de levage partagés disponibles

À compléter à l'avancement

Zones tampons de stationnement

À compléter à l'avancement

Quais de déchargement partagés disponibles

À compléter à l'avancement

Contraintes particulières du site

À compléter à l'avancement

Partie à remplir par l'entreprise

Nom de l'Entreprise	A préciser	Adresse	A préciser
Nom du réceptionnaire	A préciser	Téléphone GSN/mail	A préciser
Plage horaire de livraison	A préciser		A préciser
Nom du Chef de manœuvre	A préciser	Téléphone GSN/mail	A préciser
Hauteur libre et largeur libre du portail d'accès véhicules	A préciser	Dimensions de la zone de déchargement et surcharge admissible	A préciser
Nature du sol de la zone de déchargement	A préciser	Engin de levage utilisé pour l'opération.	A préciser
Engins de manutention disponibles pour l'opération	A préciser	Obstacles à prendre en compte lors de l'opération	A préciser
Capacité de levage de la grue de chantier	A préciser	Surface et charge utile de la recette à matériaux	A préciser

Annexes

CARTE BTP

NOUVELLE CARTE BTP OBLIGATOIRE



VOUS ÊTES SALARIÉ NON INTÉRIMAIRE SUR DES CHANTIERS DE BTP

Une nouvelle Carte d'identification professionnelle a été instaurée par l'État¹¹, à la demande des professionnels, pour lutter contre le travail illégal. Désormais obligatoire, cette carte facilite les contrôles de tous les salariés qui effectuent des travaux sur des chantiers de bâtiment et de travaux publics, quel que soit leur statut (y compris les CDD, les apprentis, les intérimaires et les travailleurs détachés).

www.cartetbp.fr



Une nouvelle Carte d'identification professionnelle a été instaurée par l'État¹¹, à la demande des professionnels, pour lutter contre le travail illégal. Désormais obligatoire, cette carte facilite les contrôles de tous les salariés qui effectuent des travaux sur des chantiers de bâtiment et de travaux publics, quel que soit leur statut (y compris les CDD, les apprentis, les intérimaires et les travailleurs détachés).

MON ANCIENNE CARTE BTP EST-ELLE ENCORE VALABLE ?

NON. L'ancienne Carte BTP n'est plus délivrée par les caisses CISTP depuis le 15 septembre 2016. À compter de son entrée en vigueur, seule la nouvelle Carte BTP peut être réclamée en cas de contrôle.



COMMENT OBTENIR MA NOUVELLE CARTE ?

PAR VOTRE EMPLOYEUR. C'est votre employeur qui effectue la démarche sur le site www.cartetbp.fr en transmettant certaines informations vous concernant (nom, prénom, sexe, date et lieu de naissance, type de contrat...) et votre photo. Une fois la déclaration validée et payée, il vous remet une attestation provisoire. Vous devez l'avoir avec vous sur le chantier en attendant de recevoir votre Carte BTP. Celle-ci vous sera remise par votre employeur.

COMBIEN DE TEMPS MA CARTE BTP EST-ELLE VALABLE ?

PENDANT TOUTE LA DURÉE DE VOTRE CONTRAT DE TRAVAIL ou des contrats successifs chez le même employeur. En cas de changement d'employeur, une nouvelle Carte BTP devra être établie. Pour les travailleurs détachés, la durée de validité correspond à celle du détachement.

¹¹ Pour les intérimaires, la Carte BTP est valable 5 ans.

QUE DOIS-JE FAIRE EN CAS DE PERTE, DE VOL, OU DE DÉTÉRIORATION DE MA CARTE BTP ?

INFORMER IMMÉDIATEMENT VOTRE EMPLOYEUR. Ce dernier a l'obligation de faire invalider une Carte BTP perdue, volée ou détériorée. Il doit alors demander et payer une nouvelle carte.

La Carte BTP est payée par votre employeur. Soyez vigilant et prenez-en soin !

DOIS-JE TOUJOURS AVOIR MA CARTE BTP À PORTÉE DE MAIN ?

OUI. Le titulaire d'une carte (ou, à défaut, d'une attestation provisoire) est tenu de la présenter, sans délai, à toute demande des agents de contrôle des services de l'État, du maître d'ouvrage ou du donneur d'ordre intervenant sur le chantier.

QUI PEUT CONTRÔLER MA CARTE BTP ?

LES SERVICES HABILITÉS DE L'ÉTAT, LE MAÎTRE D'OUVRAGE, LE DONNEUR D'ORDRE.

Les agents de contrôles habilités (police, gendarmerie, douanes, URSSAF...) peuvent contrôler à tout moment la validité de votre Carte BTP. Grâce au QR Code et un accès spécifique, ils peuvent consulter l'ensemble des informations déclarées par votre employeur. Le maître d'ouvrage ou le donneur d'ordre peut également demander à contrôler le QR Code. Dans ce cas, il n'a accès qu'à une seule information :

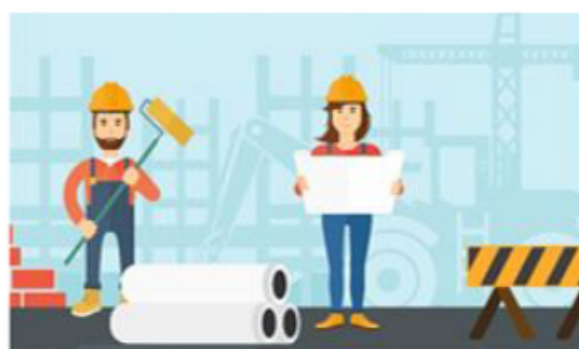
« carte valide » ou « carte invalide ».

En cas de manquement aux obligations de déclaration et d'information par l'employeur, l'amende administrative prononcée contre celui-ci peut atteindre 2 000 € par salarié, et 4 000 € en cas de récidive dans un délai d'un an à compter du jour de la notification de la première amende.



POUR UNE CONCURRENCE SAINTE. POUR LA PROTECTION DE L'EMPLOI LÉGAL.

www.cartetbp.fr



QUELLES SONT LES INFORMATIONS ME CONCERNANT DÉCLARÉES PAR MON EMPLOYEUR ?

- Nom(x), prénom(x), sexe, date et lieu de naissance,
- Nationalité,
- Photographie d'identité numérique,
- Pour les salariés de nationalité étrangère : numéro d'autorisation de travail ou de carte de séjour valant autorisation de travail (pour les étrangers qui en sont titulaires),
- Nature du contrat de travail,
- Pour les travailleurs détachés : données relatives au chantier ou au lieu d'activité (adresse, date de début, durée prévisible ou date de fin du chantier).

DOIS-JE FOURNIR OBLIGATOIREMENT MA PHOTO ?

OUI. Comme toutes les informations déclarées par votre employeur pour la demande de Carte BTP, la photo est obligatoire. Elle doit être fournie au format numérique en respectant des critères précis, comme une photo pour une pièce d'identité. Pour plus d'informations rendez-vous sur www.cartetbp.fr/photo.



Application mobile gratuite disponible pour
Apple iOS
Google Android
Windows Phone

Une application mobile, Carte BTP Photo, est disponible pour faciliter la collecte des photos par votre employeur